

ArcelorMittal Florange : des promesses qui laissent sceptiques

by Usine Nouvelle - mercredi, septembre 14, 2011

<http://correspondances.fr/arcelormittal-florange-des-promesses-qui-laissent-sceptiques/>

L'arrêt temporaire du deuxième haut-fourneau (le P6) du site de Florange en Moselle (après le P3 en juin), suscite bien des inquiétudes en France, notamment au sein du gouvernement.

Hervé Bourrier, le directeur général de la filiale France du leader mondial de la sidérurgie ArcelorMittal, était ainsi reçu à ce sujet cet après-midi par Xavier Bertrand, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, et Eric Besson, ministre chargé de l'Industrie, de l'Energie et de l'Economie numérique.

A cet égard et selon un communiqué ministériel commun aux deux ministres, ArcelorMittal s'engage à maintenir les investissements nécessaires au redémarrage du haut-fourneau de Florange "dès lors que la demande repartira à la hausse".

D'ici là, le groupe exclut tout recours à des licenciements dans le cadre de cet arrêt temporaire. Les 514 salariés affectés à la filière chaude devraient être affectés à des opérations de maintenance, répartis sur d'autres lignes, voire sur d'autres sites, ou faire l'objet de mesures de chômage partiel que la direction vient de demander aux pouvoirs publics, associées à d'autres mesures comme la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC).

Toutefois, ne comportant ni date, ni chiffre précis, et n'apportant aucun élément nouveau par rapport aux déclarations du directeur de l'usine au lendemain de l'annonce de l'arrêt du P6 le 8 septembre dernier, ces déclarations ne rassurent guère les syndicats.

En parallèle, ArcelorMittal a également réaffirmé son intérêt pour le projet Ulcos, qui vise à doter le site de Florange d'une unité de captage de CO2. Ce projet européen repose notamment sur un financement à hauteur de 150 millions d'euros de la part de la France (par le biais des Investissements d'avenir)... En arrêtant le P6, le sidérurgiste met ainsi une pression supplémentaire sur les instances publiques pour obtenir le plus d'argent possible pour faire avancer ce projet.